

PAGES 4-5  
ECHOS

PAGES 6-9  
L'ACTU  
Mission Ricordeau :  
un rapport au cordeau

PAGE 10-21  
SPÉCIAL ASSISES  
Nouvelles à leur poste  
et déjà influentes

Les boomers arriveront-ils  
en Ehpad ?

Sexe en Ehpad :  
quand le désir se voit contraint

De vie à « trehpad » :  
comment accompagner  
la mort ?

Burn-out : de la prise de  
conscience aux investissements  
préventifs

Voyage au bout de la nuit  
(en Ehpad)

PAGE 22  
COUP DE PROJECTEUR  
Dis moi où tu vieilliras...

PAGE 25  
ZOOM SUR VOS RÉGIONS  
Petit tour le long  
des sentiers de la Loire

Retrouvez EHPA Presse  
Conseil et Formation sur  
les réseaux



**EHPA**

CONSEIL PRESSE FORMATION

Édité par SARL EHPA Presse au capital de 305 euros

55 bis, rue de Lyon, 75012 Paris

Tél. 01 40 21 72 11 Fax. 01 40 21 07 36

redactionmmr@ehpa.fr • www.ehpa.fr

Directeur de la publication : Luc Broussy

Directrice générale : Elsa Maarek

Secrétaire de rédaction - Photos : Patrick Dagonnot

Directrice relations entreprises : Lydie Muamba

Service abonnements : Louise Besse

Abonnement d'un an/10 numéros : 130 euros

Impression : Imprimerie Grenier

115-117 avenue Raspail - 94250 Gentilly

Commission Paritaire no 0721 T 88 552

RCS B41 31 27 911

Siret 41312791100043 - ISSN : 1769-9460



Luc Broussy

Directeur de la publication

## Ehpad : Jupiter a parlé !

**P**as une ligne dans son programme présidentiel sur le vieillissement en général et sur les Ehpad en particulier. Emmanuel Macron avait donc entamé son quinquennat avec la quiétude de celui qui, n'ayant rien promis, ne pouvait pas trahir... Mais la réalité l'a rattrapé lorsque la situation sociale s'est tendue dans les Ehpad au point d'aboutir les 30 janvier et 15 mars sur des mouvements de grève d'une ampleur inégalée dans ce secteur.

Face à cette crise, Emmanuel Macron comme Agnès Buzyn avaient choisi d'adopter la fameuse posture du « droit dans mes bottes ». Le Président refusait de se soumettre à l'oukase de l'intersyndicale qui exigeait un rendez-vous avec lui tandis que la Ministre de la Santé rappelait à qui voulait l'entendre que la réforme tarifaire était souhaitable et irait donc à son terme. Et puis, tout a changé.

Agnès Buzyn a soudain lâché du lest. D'abord en laissant son « médiateur », Pierre Ricordeau, publier un Rapport qui prône l'apaisement et qui demande au fond au gouvernement de neutraliser les impacts négatifs de la réforme notamment pour le secteur public. Ensuite en revenant à plusieurs reprises devant l'Assemblée Nationale et le Sénat, non pour fermer le débat, mais au contraire pour l'élargir au financement global de la dépendance.

Elle préparait ainsi le terrain à une sortie plus politique du Président de la République qui a tiré deux salves. La première sur TF1 face à Jean-Pierre Pernaut sous forme de câlinothérapie aux personnels d'Ehpad. Entre empathie et lyrisme, le Chef de l'Etat a voulu « rendre hommage aux personnels soignants [...] qui croient dans leur métier, qui l'aiment ». « Ils sont parfois la dernière famille dans les Ehpad et ils vivent tous la mort au quotidien. Nous leur devons quelque chose dans la société » a-t-il conclu. La seconde eut lieu trois jours après sur BFM. Interrogé par Jean-Jacques Bourdin, Emmanuel Macron a indiqué qu'il fallait se préparer à un « choc démographique ». Les Ehpad « se médicalisent de plus en plus. Il nous faut investir pour davantage médicaliser, car il n'y a pas d'autres choix ». « C'est un nouveau risque qu'il nous faut construire. Nous nous attèlerons au financement et à l'organisation du risque dépendance qui n'est pas assuré aujourd'hui » a-t-il déclaré. Plus direct encore, il a affirmé qu'il fallait « construire un financement pérenne ». « On ira chercher de l'argent pour le faire » a-t-il conclu d'un ton martial. Où ? Pourquoi pas un second jour férié en effet même si ce scénario semble loin d'être arbitré à ce jour.

**Ces quelques secondes d'émission télévisée vont-elles bouleverser l'ordre des choses dans la longue histoire du financement de la dépendance ?** On aimerait le croire. On y verra plus clair lorsque sera publiée la « Feuille de route » promise par Agnès Buzyn. En Mars, elle l'avait pour fin mars. Mi-Avril, elle l'avait annoncé pour fin avril. Gageons qu'elle même ne se doutait pas voici encore quelques semaines que l'Elysée lui donnerait un « feu vert » aussi ambitieux. Même si le passé dans ce domaine, de Chirac à Sarkozy, a montré qu'une parole présidentielle ne constituait pas une assurance tous risques...